

Faillites en série : l'horeca paye-t-il l'addition du covid et de l'inflation ?

Par Julien Bosseler, Publié le 9/10/2023

Fragilisés par la crise sanitaire, de nombreux restos et bars ont ensuite subi une hausse de leurs coûts et une baisse de leurs recettes. Les voici plus que jamais exposés aux dépôts de bilan, lesquels ont explosé depuis le début de l'année.

C'était une institution riche de plus de 100 ans d'histoire. C'est dire si l'émotion est grande dans le quartier d'Uccle Centre : étranglée financièrement, la brasserie Le Parvis vient de fermer pour de bon. « J'avais le choix : soit la saisie pour payer l'ONSS, soit l'arrêt avec un peu de dignité. J'ai préféré sortir par la grande porte en annonçant à mes clients que je faisais aveu de faillite », explique Séverine Berger, la mort dans l'âme. La propriétaire associée et gérante de l'établissement rejoint ainsi de nombreux autres restos et cafés qui, selon les trois fédérations horeca du pays, payent aujourd'hui cash les crises successives des trois dernières années.

Ces crises, Séverine Berger les connaît parfaitement pour les avoir subies de plein fouet... « Jusque-là, nous avons réussi à tenir le cap. Mais nous avons été particulièrement malmenés par les onze mois de fermeture en période de covid, avec de la marchandise qui a valsé à la poubelle et un bailleur qui n'a jamais répondu à nos demandes de baisser le loyer. » Sans compter le chiffre d'affaires perdu, bien entendu. « L'an dernier, nous avons entamé une procédure de redressement judiciaire, qui a débouché sur un plan de paiement. C'était sans compter la flambée de l'énergie, des matières premières et des salaires. Il nous manquait 500 euros de chiffre d'affaires par jour... » L'inflation a touché tout le monde, y compris les clients. « A la sortie du covid, les habitudes de consommation ont changé et notre fréquentation a plongé. Nous sommes ainsi passés de 60-80 couverts le midi à 40-50. »

Un tiers « au bord du gouffre »

Tout un pan du secteur subit le même double effet inflationniste : une hausse des coûts estimée entre 25 et 30 %, conjuguée à une chute du ticket moyen. « Les clients ont freiné leurs commandes d'entrées, de desserts et de boissons », selon Luc Marchal, président de la Fédération horeca Wallonie qui décrit ce phénomène depuis plus d'un an. « En même temps, nos membres n'ont pas assez augmenté leurs prix pour préserver leurs marges. Normalement, pour tenir le coup, l'horeca devrait afficher des tarifs 20 % supérieurs par rapport à 2019 », souligne Ludivine de Maganville, présidente de la fédération bruxelloise. « Mais les entrepreneurs ne le font pas car ils craignent de perdre des clients, eux-mêmes impactés par l'inflation. »

Résultat ? Avec des réserves financières vidées en bonne partie durant la crise sanitaire, de nombreux établissements se retrouvent maintenant dans le rouge. « Seuls 11 % d'entre eux ont encore des réserves », assure la présidente bruxelloise. «

Les autres se retrouvent sur le fil. » La fédération wallonne estime que 30 % de ses membres sont « au bord du gouffre », c'est-à-dire exposés à des factures impayées. Et donc à la faillite.

Doublement des faillites en deux ans

Celles-ci sont en hausse, alertent les fédérations patronales, munies des chiffres de Graydon. Selon ce spécialiste des données commerciales, l'hôtellerie et la restauration ont subi 1.386 faillites depuis le début de l'année, soit 19 % de plus que durant la même période de l'an dernier. Voilà qui concorde avec les données de Statbel. L'office belge de statistiques a enregistré 1.246 faillites dans l'hôtellerie et la restauration durant les huit premiers mois de l'année, soit 23,2 % de plus par rapport à janvier-août 2022 pour tout le pays (+ 19 % en Wallonie, + 29,9 % à Bruxelles, + 42,6 % en Flandre). Comparativement à 2021, c'est même un doublement. Toutefois, cela représente une baisse de 6 % au regard des 1.326 faillites durant les huit premiers mois de 2019.

Il est donc indéniable que les restos, les bars, les snacks et les hôtels subissent le contrecoup du covid et de l'inflation. « Et encore, les statistiques ne reprennent pas les fermetures discrètes, sans faillite, tel que les départs anticipés à la pension », ajoute Luc Marchal, inquiet pour la suite. « Ce n'est qu'à l'heure des bilans comptables que peuvent apparaître les gros soucis pour nos membres, surtout ceux qui emploient peu de personnes et manquent de capacité pour réaliser des recettes importantes. » Des PME de l'horeca que le gouvernement fédéral, qui vient de boucler son budget 2024, n'a pas voulu aider davantage, malgré les demandes insistantes des fédérations sectorielles.